

## Chez Renault Ampere Cléon et ailleurs face aux menaces sur l'emploi

### Comptons d'abord et avant tout sur nos propres forces de mobilisation !

Dans le Figaro la semaine dernière, Luca de Meo (Renault) et John Elkann (Stellantis) ont crié au feu sur l'état du marché automobile en Europe. Avec à la clé un chantage pour l'assouplissement des réglementations européennes (notamment environnementales), et un avertissement : *"Si la trajectoire ne change pas, nous devrons prendre dans les trois ans qui viennent des décisions douloureuses pour l'appareil de production"*. De quoi soulever de nombreuses inquiétudes, notamment à Cléon.

#### **Mais chez Renault-Ampere, où sont les fossoyeurs de l'emploi sinon à la tête de l'entreprise ?**

Qui a décidé le dépeçage de Renault en de multiples entités séparées, pour pouvoir mieux liquider dans l'avenir celles qui ne généreraient pas suffisamment de rentabilité ? Qui a décidé de privilégier les marges en vendant des voitures chères, inaccessibles à ceux et celles qui n'ont pas d'autre moyen de se déplacer au quotidien ?

Qui a décidé ces dernières années de gaver les actionnaires en ne laissant que des miettes à leurs salarié.es (à l'exception des hauts cadres) ? Et tout cela avec la complicité totale de l'État, le principal actionnaire ?

#### **Pour garantir et développer l'emploi, gare aux solutions illusoires**

Face aux suppressions d'emplois, licenciements et fermetures de sites, dans les sphères syndicales et politiques dites « de gauche », l'appel à l'aide de l'État est la posture la plus fréquente. Mais le patronat - en particulier celui de l'automobile - n'a-t-il pas déjà, ces dernières années, reçu des milliards d'aides de l'État sous formes diverses, sans aucune obligation en termes d'emploi ?

Ces derniers temps, c'est aussi toute une petite musique qu'on nous joue autour de mesures « protectionnistes » qui nous protégeraient de la concurrence d'autres pays et du chômage. Il

faudrait qu'on se sente « en concurrence » avec les travailleurs d'autres pays, qu'on ait un « patriotisme » d'entreprise... comme si nous avions les mêmes intérêts que nos patrons !

Quant à une mythique « réindustrialisation », qui peut croire qu'avec Macron et Bayrou aux manettes, elle pourrait être autre chose qu'un nouveau plan massif d'aides publiques dont se goinfraient au premier chef les grandes entreprises, sans les empêcher de licencier, à l'exemple de Michelin, Sanofi, STMicroelectronics, Arcelor Mittal et autres.

Car nos patrons, eux, nous veulent plus compétitifs - produire plus avec encore moins d'emplois - et font du lobbying en Europe pour en finir avec trop de contraintes en matière écologique. Qui peut croire faire pencher la balance en faveur du monde du travail sans bras de fer avec les actionnaires et leurs représentant.es à la tête des entreprises ?

#### **Ne les laissons plus décider de notre avenir**

Auchan, Michelin, STMicroelectronics, Arcelor Mittal: il y a bien des secteurs au-delà de l'automobile où l'expérience montre que, sauf exception, contre les suppressions d'emplois. il est vain de croire s'en sortir chacun dans son coin.

Le droit à l'emploi pour toutes et tous suppose la construction d'une bagarre d'ensemble, coordonnée, pour l'interdiction des licenciements, et le partage du travail sans réduction de salaire, jusqu'à éradication du chômage.

Bien sûr, cette perspective est incompatible avec la logique capitaliste qui détruit à la fois nos vies et la planète.

Elle suppose au bout du compte bien autre chose qu'un changement électoral : un niveau exceptionnel de mobilisation de toute la société pour l'expropriation des entreprises qui ferment ou licencient, et une remise en cause radicale de la propriété capitaliste et du pouvoir des actionnaires.

# FÊTE DU NPA RÉVOLUTIONNAIRES ROUEN

17 MAI  
A PARTIR  
DE 15H

SALLE FESTIVE  
SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY  
DÉBAT · LIBRAIRIE · EXPOSITION ·  
MUSIQUE · REPAS SUR RÉSERVATION

**NPA**  
RÉVOLUTIONNAIRES